

<https://www.dijon.snes.edu/spip/spip.php?article3823>



Sur le site Creusot-Infos.com

LE CREUSOT : Les professeurs en colère ont empêché la tenue du conseil d'administration du Lycée



Léon Blum

Publication date: vendredi 18 février 2011

de Dijon - Départements - Saône-et-Loire - Dans les établissements (S1) -

Copyright © SNES Dijon - Tous droits réservés

Ils entendaient ainsi protester contre la perspective annoncée des suppressions de 13 postes d'enseignants, alors que les effectifs de l'établissement sont stables. Le Lycée du Creusot est le plus touché de Saône-et-Loire par les mesures d'austérité qui concernent près de 10% de ses effectifs enseignants.



Voir le [reportage vidéo](#)

Pour une action qui avait été décidée dans la journée, on peut dire que le nombre de professeurs - une bonne cinquantaine -, rassemblés devant les portes de la salle où devait se réunir le conseil d'administration de l'établissement a été l'occasion d'affirmer avec force un vrai mécontentement.

Il y a quelques jours, les conditions proposées par l'Education Nationale ont été annoncées. Et celles-ci sont loin de faire l'unanimité pour ce qui concerne le Lycée Léon Blum du Creusot.

Françoise Bouchet [1] les a rappelées, comme on peut le voir dans [notre vidéo](#). D'après ses propos, « à la rentrée 2011, 13,38 postes d'enseignants vont être supprimés, avec seulement cinq départs en retraite ». Bien qu'à vrai dire, les enseignants s'attendaient à des mesures ne plaidant pas en leur faveur, ils souhaitent évidemment s'opposer à de telles orientations qui vont induire encore plus d'heures supplémentaires à répartir entre les professeurs.

D'autant plus que celles-ci concerneront toutes les filières, de la générale à la professionnelle en passant par la technologique. « Au niveau de la Saône-et-Loire, le lycée Léon Blum est le plus touché par la suppression d'heures-postes », a rajouté Françoise Bouchet. Cela, selon elle, « au nom d'une politique de rigueur budgétaire aberrante », ne tenant notamment même pas compte de la stabilité du nombre d'élèves à Léon Blum.

Ce mardi en fin de journée, c'est au nom de la qualité de l'enseignement, pour la défense des professeurs mais aussi des élèves qui pâtiront indirectement des décisions de l'Education Nationale et du Gouvernement, que l'enseignante en histoire-géographie et élue au CA, a participé au mouvement. Comme ses collègues et autres personnels de l'établissement, rejoints d'ailleurs par quelques parents et lycéens.

Le but était de bloquer l'entrée à la salle pour retarder, ou plutôt même annuler la tenue du conseil. Le coup a été réussi puisqu'Alain Ratiarson, proviseur du lycée, a choisi de reporter la réunion. Ce sera après les vacances, mais la date n'a pas été fixée.

Pour sa part, il a qualifié d'« énormes » les suppressions souhaitées par le Ministère et dit qu'« il serait intéressant de tirer profit de cette période de négociations », comprenez qu'il serait utile d'engager des discussions constructives entre la direction de l'établissement et le corps enseignant pour ensuite faire part d'arguments solides face aux réformes.

Celles et ceux qui se sont mobilisés ce mardi attendent un soutien fort de la part du proviseur. Alain Ratiarson a quant à lui assuré « pousser auprès du Rectorat » pour diminuer les suppressions. La dernière proposition qu'il a reçue avant le blocage annonce « la suppression de 12 postes pour 4 départs en retraite », a-t-il fait savoir. Avant de s'entretenir plus longuement avec les élus mobilisés du CA.

Si l'enseignement général est très affecté, l'enseignement technologique aussi. Jean-Jacques Liodenot [2] souligne

ainsi que le nombre de classes STI, par le jeu de regroupements imposés par le Ministère va passer de six actuellement à trois à la rentrée de septembre 2011, puis de trois à deux en septembre 2012. « Songez qu'avec cette réforme des STI, le bac Structures Métalliques sera supprimé. Oui supprimé au Creusot, dans une ville qui respire la métallurgie », précise Jean-Jacques Liodenot.

Les professeurs en colère ont reçu le soutien de David Marti, élu du conseil régional de Bourgogne et adjoint au Maire du Creusot, mais aussi d'Yvon Puzenat, élu du Creusot.

Alix BERTHIER et Alain BOLLERY Creusot-infos.com



COMMUNIQUÉ DES ÉLUS DES PERSONNELS ET DES PARENTS D'ÉLÈVES DU LYCÉE LÉON BLUM, LE CREUSOT

Les personnels et les parents d'élèves s'alarment des conditions dans lesquelles la rentrée 2011 est préparée : alors que les effectifs du lycée sont annoncés comme stables selon les prévisions de vos services, la dotation horaire globale attribuée au lycée impose la suppression de 12 postes définitifs, transformés en grande partie en HSA.

Les effets de cette contraction drastique des moyens attribués à l'établissement vont provoquer d'importants problèmes humains puisque certains collègues, chassés par la réforme de la voie technologique ne peuvent retrouver de poste tandis que d'autres pourront rester dans la fonction publique, mais dans des conditions profondément dégradées sur le plan professionnel : de titulaires de leur poste, ils risquent de rester dans l'établissement sur des moyens provisoires, d'avoir aussi, et de manière durable, à travailler en services partagés sur plusieurs établissements. C'est une flexibilité contre productive, qui empêche l'un des éléments clefs de la réforme, celle de l'accompagnement et du suivi des élèves : une partie du corps professoral sera ainsi mis en difficulté pour assurer des tâches comme celle du tutorat qui requiert un engagement de trois ans auprès des élèves. Il sera également très difficile pour ces collègues de s'engager dans des projets d'établissements, en suite de quoi ils risquent alors d'être eux-mêmes pénalisés pour ne pas être suffisamment disponibles et ainsi d'avoir un parcours professionnel ralenti en matière d'avancement...

La diminution de la dotation horaire et la mise en place de la réforme du cycle terminal, après celle du niveau de Seconde donnent d'autres motifs d'insatisfaction et d'inquiétudes : aucune option nouvelle ne nous a été accordée dans l'enseignement général, les options de la voie technologiques ont été limitées. Nos élèves vont donc subir les inconvénients de la réforme : seules les options existantes sont maintenues pour la voie générale. Où se place alors la réforme pour un lycée comme le notre ? Nous craignons un déficit d'attractivité pour notre établissement.



La diminution de la DHG impose des regroupements de classes vraiment ingérables au quotidien dans l'enseignement général de la voie professionnelle : le mélange pourrait être favorable à la mixité sociale, il est ici la certitude du découragement et de l'impuissance.

L'alourdissement considérable du nombre d'HSA imposées aux professeurs (12,23% de la dotation globale) porte atteinte également à tout ce qui est pourtant préconisé par tous les acteurs du système éducatif et souhaité par les familles : comment, concrètement, continuer à faire des projets qui reposent largement sur le bénévolat et la conscience professionnelle ?

D'un côté, trop d'heures, de l'autre, plus d'heures : il s'agit maintenant en effet de « travailler plus pour gagner moins » : les heures de première chaire sont réduites à la portion congrue alors qu'on demande toujours plus d'engagement professionnel aux personnels. Nous dénonçons cette mesure à la fois démagogique et dévalorisante. Démagogique car cela revient à faire croire que les professeurs sont vraiment trop payés (les professeurs en début de carrière apprécient particulièrement cette nouvelle atteinte à leur revenu). Dévalorisante car cela revient à nier ce qui était jusqu'à présent une reconnaissance du travail accompli.



Quelques chiffres parlants sur le lycée (hors SEP = hors lycée professionnel) :

- La dotation supprime 240HP2 soit une baisse de 17,2% de la dotation lycée, tête en Saône et Loire de la baisse à effectif constant
- Elle impose un supplément de 34 HSA3 soit une augmentation de 25,6%
- La baisse du taux d'encadrement : rapport H/E4 de 1,75 (9,4 élèves/professeur) en 2006 à 1.65 (11,26 élèves/professeur) en 2011 !

Très inquiets devant cette situation, les personnels et les parents ont empêché, par une opération de blocage, la tenue du Conseil d'Administration de ce mardi 15 février 2011 qui comptait à son ordre du jour le vote du TRM.

Les éléments structurants du projet d'établissement ne semblent nullement pris en compte et nous craignons des conséquences très préjudiciables en termes d'attractivité du lycée alors que les résultats aux examens en enseignement général sont très bons et la courbe démographique est stabilisée.

Nous redoutons profondément la dégradation des conditions d'enseignement, de l'accueil et de la prise en charge des élèves. Il faut une réaction immédiate pour que l'établissement conserve un mode de fonctionnement convenable pour tous les élèves et que l'ensemble des personnels puisse travailler dans des conditions correctes. L'avenir du lycée Léon BLUM, lycée général, technologique et professionnel est en jeu.

*Les élus des personnels et des parents d'élèves du Lycée Léon Blum
Le Creusot, le 16 février 2011*

Dernière minute : le 18 février, les personnels du lycée ont accueilli la Rectrice par une haie d'honneur : images et compte rendu sur [le site du Journal de Saône-et-Loire](#) sur [le site Creusot-Info](#).

Syndicat **n**ational des **e**nseignements de **S**econd degré



Fédération Syndicale Unitaire

PS:

[Creusot-Infos](#), "la nouvelle référence de l'information au Creusot".

[Le site du JSL](#)

[1] syndiquée SNES élue au Conseil d'Administration

[2] syndiqué SNES élu au Conseil d'Administration